La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

FONDÉ EN 1935

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° 1166 - juillet 2015

SOMMAIRE :

• ÉDITORIAL

page 3 Remontons à la source

MARIE-LOUISE DUBOIN *souligne combien la raison d'être de ce journal est toujours d'actualité, même après bientôt 80 ans d'existence : ouvrir les yeux sur toutes les possibilités offertes par la grande relève des Hommes par la science.*

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *constate que bien des certitudes s'effondrent : on s'interroge sur la démocratie sociale, sur la (trop) fameuse théorie du ruissellement, et même sur le sérieux de l'Académie des Sciences.*

• RÉFLEXION

page 4 Deux... ou trois exponentielles

MARIE-LOUISE DUBOIN *rappelle que la croissance, devenue foudroyante, des moyens de production aggrave les dangers de laisser la main invisible du marché en choisir les applications. Il faut donc sortir de l'économie de l'offre, ce qui est incompatible avec la monnaie de dette qui fait gonfler exponentiellement la spéculation.*
Alors que les mouvements de résistance se multiplient, mais restent dispersés, l'espoir est qu'en faisant tache d'huile, ils parviennent à faire la synthèse des revendications et convergent ainsi vers l'économie des besoins.

page 10 Conduire la grande révolution numérique

JEAN-PIERRE MON *traduit un article sur les changements inéluctables qu'imposent les technologies numériques de l'information et de la communication. Son auteur constate que l'essence du politique reste inchangée alors qu'il est plus que temps pour les progressistes de tous bords de redécouvrir l'économie politique et les "utopies pratiques", de s'unir et de se préparer à la lutte pour la mise en forme la révolution numérique, combat dont dépend le monde de demain.*

page 13 Courrier des lecteurs

PRIX en FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0418 I 83051

AU fil DES JOURS

Interrogations

La Revue Socialiste[1] de juin dernier est un numéro spécial dans lequel son directeur Alain Bergounioux s'interroge sur la place de la «*Démocratie sociale*». Il constate que «*depuis que le socialisme a été une force parlementaire, puis, plus encore un parti de gouvernement, l'idée que l'État est l'instrument majeur pour réformer la société l'a emporté dans les pratiques gouvernementales*». En effet «*la démocratie politique et la démocratie sociale ont besoin l'une de l'autre*» et donc «*pour résoudre les problèmes actuels de la société française, il faut prendre en compte ces deux dimensions*». Le sociologue Michel Oberlé, spécialiste du patronat, démystifie l'entreprise en faisant observer que «*70% du total des entreprises n'ont pas de salarié. Donc, démographiquement, lorsqu'on parle de patrons en France, on parle d'abord de travailleurs indépendants et de tout petits patrons*» et ,ajoute-t-il, «*le panégyrique de la petite entreprise, que tout le monde adule de manière indifférenciée, mérite un beau débat de fond, doctrinal et politique*». Guy Groux, directeur de recherche au CEVIPOF[2] s'interroge sur la crise de la CGT «*qui devra choisir entre des principes radicaux et anticapitalistes ou reprendre le chemin amorcé par Louis Viannet et Bernard Thibault*» tandis que Frank Georgi, (Centre d'histoire sociale du XXéme siècle) se demande, «*si la démocratie sociale continue à rester une utopie concrète pour une CFDT en état d'adaptation permanente […] toujours à la recherche du compromis réformiste et qui voit disparaître de son horizon d'attente celui d'une société radicalement autre*».

«Enrichissez vous !»

La célèbre injonction que Guizot aurait adressée aux Français sous la Monarchie de Juillet (1830-1848) deviendrait–elle dangereuse ? Selon une étude du *Boston Consulting Group* publiée le 15 juin, le nombre de foyers dans le monde possédant chacun plus d'un million de dollars (en gros 886.000 euros) serait de 17 millions, soit deux millions de plus qu'en 2013. Ensemble, ces ménages détiennent 41% de la richesse mondiale, qui a augmenté de 12% en 2014 pour atteindre 164.000 milliards de dollars.

Mais, catastrophe ! selon les économistes du FMI, plus la fortune des riches s'accroît et moins la croissance augmente. Par contre, elle croît davantage lorsque c'est le sort des plus pauvres qui s'améliore[3]. La fameuse "*théorie du ruissellement*"[4] chère aux néolibéraux qui inspira les politiques de Thatcher et Reagan ne serait donc plus valable. Un rapport de l'OCDE aboutit aux mêmes conclusions[5]. Le rapport du FMI fait aussi observer que la globalisation financière et les progrès technologiques sont partout associés à l'augmentation de la part des revenus des 10% les plus riches, neuf fois plus importante que celle détenue par les 10% les plus pauvres. Il souligne enfin que près de la moitié de la richesse mondiale (110.000 milliards de dollars) est détenue par 1% de la population.

Le Vatican ou l'Académie ?

La crise écologique et, plus généralement la question environnementale, a mis près d'un demi-siècle à prendre place dans la doctrine sociale de l'Église, comme la journaliste Cécile Chambraud sous la rubrique *Planète*, du *Monde* du 17 juin, en décrit le lent cheminement. Paul VI est le premier pape à en parler. Il évoque en novembre 1970 le «*risque écologique lié à la civilisation industrielle*» qui va «*jusqu'à faire craindre une véritable mort biologique dans un avenir rapproché*» Il faut ensuite attendre plusieurs années avant que la Vatican s'intéresse à nouveau à l'écologie et à l'environnement. Citons au passage Benoît XVI en juin 2009 : «*les devoirs que nous avons vis à vis de l'environnement sont liés aux devoirs que nous avons envers la personne considérée en elle-même et dans sa relation avec les autres*». Enfin, dans son encyclique du 18 juin dernier, le pape François appelle «*toute la famille humaine*», croyants ou non, à unir leurs efforts pour surmonter la crise environnementale et climatique que nous subissons et pour cela entreprendre un changement radical «*de style de vie, de production et de consommation*». À quelques mois la COP 21, qui va se tenir à Paris au mois de décembre prochain[6], que demander de mieux ?

Si le Vatican s'est converti à l'écologie et à la défense de l'environnement, il semble qu'il n'en soit pas de même pour l'Académie des sciences française qui ne s'est toujours pas prononcée sur l'origine humaine du réchauffement climatique parce que certains académiciens la contestent, notamment le deuxième couteau d'Allegre, Vincent Courtillot, en s'appuyant sur ses propres articles publiés dans une fausse revue scientifique éditée en Chine. On en est à se demander si l'Académie publiera un avis avant l'ouverture de la COP 21. «*L'Académie des sciences française est la seule académie des sciences au monde pour qui le débat sur la responsabilité humaine dans le dérèglement climatique en cours n'est pas clos*», dit le climatologue Eric Guilyardi qui a assisté aux débats à titre de personnalité extérieure[7].

Qui croire ?

Moi, mécréant, ayant travaillé avec plusieurs académiciens, ayant même publié des articles dans les *Comptes Rendus de l'Académie des Sciences*, je choisis le Vatican !

Jean-Pierre MON

Références :

1 – Créée en 1885 par l'ancien communard Benoît Malon, *La Revue socialiste* parut jusqu'en 1914. Relancée en 1925 par Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, disparue en 1930, elle reparut en 1945, puis connut de nouvelles difficultés dans les années 1980. Elle est maintenant la revue du Parti Socialiste.

2 - Centre d'études de la vie politique française (Centre de recherches politiques de Sciences Po) selon lequel les revenus des plus riches contribuent à la croissance.

3 - *Les inégalités de revenus nuisent à la croissance*, FMI, 15/06/2015.

4 – Théorie selon laquelle les revenus des plus riches enrichissent les plus pauvres.

5 – *Tous concernés: pourquoi moins d'inégalité bénéficie à tous*, 21/05/2015.

6 - 21éme Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

7 – *Le Monde*, 22/05/2015.

Remontons à la source…

Pour les lecteurs récents, rappelons que le titre originel de notre journal est *La Grande Relève de l'Homme par la Science*, parce qu'il est né du constat que Jacques Duboin, dès 1932, faisait dans son livre *La Grande Relève de l'Homme par la Machine** : des machines sont désormais en mesure d'éviter à l'Homme d'épuiser l'essentiel de ses forces pour fabriquer ce dont il a besoin.
Mon père qui, avec les poilus dans les tranchées de Verdun, avait vécu la "relève" comme une délivrance, voulait montrer que la "grande relève" pouvait être une véritable *Libération** pour les travailleurs. En fondant ce journal, il lui donnait donc pour objectif de montrer qu'on ne peut plus condamner tout le monde à travailler et le plus possible, sous peine de n'avoir pas de quoi vivre.
Ses rédacteurs se sont donc attachés à montrer que *Nous faisons fausse route** en continuant à suivre les principes de l'économie classique, qui ont été conçus pour développer la production industrielle au XIXéme siècle.
Il s'agissait pour eux d'expliquer que *La grande révolution qui vient** ne serait une voie heureuse pour l'humanité que si celle-ci prenait pleinement conscience que c'est une véritable mutation qu'elle vivait, au point d'avoir la sagesse de comprendre qu'il lui fallait par conséquent adapter son organisation économique aux possibilités qui s'ouvraient.

*

Observant que les titres des journaux ne comportent habituellement qu'un ou deux mots, nous n'avons gardé que *La Grande Relève*, espérant que cette abréviation n'en affecterait pas le sens. Quelques abonnés de longue date nous l'ont alors reproché. Ils estimaient qu'il est important de rappeler en permanence l'idée à qui a suscité la création du journal.
Ce qui nous a conduits à rédiger un résumé de notre démarche, qui est toujours disponible.
Mais quatre pages ne suffisent pas à montrer tous les aspects d'une réflexion qui a fait l'originalité non seulement du journal, mais de tout un mouvement de pensée qui a attiré des milliers et des milliers de personnes, avant et après la seconde guerre mondiale et qui débouche sur des propositions désignées par des termes divers, tels que : économie distributive, socialisme distributif, abondancisme, socialisme de l'abondance, démocratie économique, etc, … qui vont à contre-courant de la pensée dominante !
Vraiment très dominante, hélas …

Et pourtant elle tourne, affirmait Galilée.
En reprenant le fil des réflexions de notre mouvement de pensée (je le fais, brièvement, ci-après), en le confrontant avec l'évolution des faits au cours des 80 ans d'existence de notre mensuel, on ne peut que constater à quel point Jacques Duboin avait raison d'avertir, dès 1931, *Nous faisons fausse route !*
Et qu'il ne s'est pas trompé en annonçant, en 1934, *La grande révolution qui vient*.
Ne cherchons pas à deviner ce qui se serait passé si on avait alors suivi la voie qu'il indiquait. Cela ne servirait à rien, car avec des si…

La réalité, c'est que nous sommes en train de vivre une bien plus grande révolution que celle qu'il avait vu venir, que les moyens modernes la rendent beaucoup plus violente, et que ses conséquences s'annoncent encore plus catastrophiques, non seulement pour l'avenir de toute l'humanité, mais aussi pour la planète.

Cette réalité est devenue tellement évidente aujourd'hui que notre journal est loin d'être le seul à la décrire et à dénoncer ses effets aussi prévisibles que révoltants.
Ce qui n'empêche toujours pas les responsables politiques d'affirmer que le salut est dans la croissance quelles qu'en soient les conséquences, ni les économistes qui les conseillent de prétendre qu'il faut aider les entreprises privées à être compétitives en "innovant" dans n'importe quel sens, ni les syndicalistes de réclamer des emplois, sans dire pour quoi faire, ni les financiers d'affirmer qu'une dette souveraine doit être payée avec intérêts, sans regarder à qui ou à quoi elle a servi, ni des scientifiques inconscients d'annoncer qu'ils vont faire des miracles sans se préoccuper des conséquences sociales des applications qui pourront être faites de leurs inventions.

Étant basées sur l'abolition du salariat et sur le remplacement de la monnaie de dette actuelle par une monnaie distributive, nos propositions ne suivent aucune de ces voies.

Plus que jamais, c'est le moment de montrer que la route indiquée par Duboin permet d'échapper à ces impasses.

Marie-Louise DUBOIN

* *Ces expressions en italiques sont les titres de livres publiés par Jacques Duboin*

Deux,…ou trois exponentielles

Quand les premières locomotives à vapeur furent mises en circulation, François Arago n'hésita pas à rendre publiques ses craintes que le passage d'un train sous un tunnel puisse provoquer l'asphyxie des voyageurs. Il a ainsi fait passer son excellente réputation de physicien après son souci de l'humain, conscient qu'il était que progrès scientifique ne signifie pas forcément progrès social. On s'est beaucoup moqué de ce grand savant parce qu'il s'est trompé sur l'importance du danger de pollution d'une seule locomotive. On aurait dû suivre l'exemple de ce courageux député d'extrême-gauche pour refuser d'adopter comme une loi éternelle le principe du "laisser faire" que les économistes classiques figeaient alors dans le marbre.

Ceci est encore plus vrai depuis que l'allure vertigineuse à laquelle se succèdent les nouveautés technologiques rend ce laisser-faire infiniment plus dangereux : c'est se laisser mener par des apprentis sorciers…

UNE ALLURE PARTICULIÈRE…

Car le progrès des connaissances est loin d'être constant. Son allure est, en gros, celle d'une fonction exponentielle.

Pourquoi «en gros» ? - parce qu'un phénomène humain, ne suit pas rigoureusement une loi mathématique. Pourquoi «depuis l'invention de l'écriture» ? - Parce que c'est cette invention du génie humain qui a permis d'accumuler le savoir acquis, et que plus on sait de choses, plus on peut en découvrir de nouvelles ; l'accès au savoir accumulé permet aux générations suivantes de partir de "plus loin" donc d'avancer encore plus vite. Ce qui montre que la possibilité d'acheter un brevet pour privatiser un savoir est un frein au développement de l'humanité.

PREMIÈRE RÉVOLUTION

Au début de son Histoire, tant que l'Homme demeura chasseur-cueilleur, sa science est restée fort réduite. Ceci est conforme à une variation exponentielle : d'abord si lente qu'elle n'est guère perceptible.

La première "fluctuation", celle du néolithique, fut une grande **révolution**, on peut même parler de mutation puisqu'elle le transforma en éleveur-cultivateur.

Mais il fallut des milliers et des milliers d'années pour qu'elle affecte toute la population mondiale, qui n'atteignait pas encore le million d'habitants.

Le progrès de "la science humaine" (j'emploie ce terme pour faire court) devenant un peu plus sensible, la pente de la courbe augmente ensuite légèrement. Mais pendant encore très longtemps : n'oublions pas que la vitesse la plus grande à laquelle Napoléon pouvait se déplacer était celle de son cheval, la même que *quarante siècles plus tôt*, celle des pharaons de l'ancienne Égypte… !

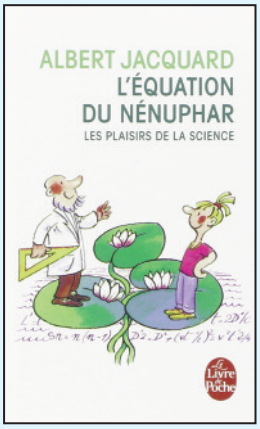
NOUVELLE FLUCTUATION

Il en fallut beaucoup moins pour remplacer le travail d'un ouvrier par celui d'une machine à vapeur : l'invention de Denis Papin donna une impulsion qui se manifesta, par exemple en Angleterre, au cours d'environ un siècle seulement, le XIXème.

Après ce temps nécessaire pour installer les nouvelles techniques, la révolution mécanicienne offrait, au XXème siècle, la possibilité d'une nouvelle mutation, puisqu'il était alors possible de soulager l'Homme des tâches pénibles qu'une machine peut désormais faire pour lui.

Hélas, ce n'est absolument pas l'orientation qu'ont imposée les économistes au XIXème siècle.

Pour montrer que la croissance d'une exponentielle ne commence à être visible qu'après que l'acquis soit déjà devenu sensible, Albert Jacquard avait trouvé une belle image dans son "*Équation du nénuphar*" : celle d'un lac dont la surfaceoccupée par un nénuphar double chaque jour (il s'agit donc bien d'une surface qui progresse en suivant une loi exponentielle : elle augmente chaque jour d'une quantité proportionnelle à la surface qu'elle occupait la veille - le facteur multiplicateur dans cet exemple est 2).



Dans les premiers temps, le nénuphar n'est guère visible et sa croissance reste longtemps insensible.

Quand il a envahi le quart de la surface, le risque d'étouffement peut alerter certains, mais ne pas paraître dangereux à tous.

Il est pourtant grand temps de prendre des mesures, car c'est dès le lendemain, alors que le nénuphar ne couvrira que la moitié seulement du lac, qu'il ne restera qu'un jour avant l'invasion totale…

———

Albert Jacquard, *L'équation du nénuphar*, éd Le Livre de Poche,(2000).

NAISSANCE DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Karl Polanyi, dans *La Grande Transformation*, montre comment les théories économiques classiques furent élaborées au XIX éme dans le but d'obliger les paysans à quitter leurs champs et aller se faire embaucher dans l'industrie dans les filatures, ou dans les mines, ou pour construire les lignes de chemin de fer, etc. Pour parvenir à cette fin, les économistes libéraux ont prétendu que tout devait être l'objet d'un marché. Et s'il fallait, selon eux, que tout soit marché, c'est pour pouvoir s'en remettre aveuglément à sa "main invisible", sous prétexte qu'elle seule pouvait, par miracle, faire le bonheur de tous!

C'est parce que ces affirmations, purement théoriques, jamais justifiées, ont réussi à s'imposer, que furent créés, outre celui des capitaux, le marché de la terre et le marché du travail. Qu'une grande majorité de gens sont aujourd'hui prêts à admettre qu'il faut développer l'entreprise privée et la laisser libre de ses choix et de ses investissements : ils sont forcément les meilleurs.

Bref, que la politique a dû s'effacer pour laisser faire ce qu'on appelle depuis "la loi du marché" …

LA GRANDE RÉVOLUTION DU XXÈME SIÈCLE

Cette soumission de la politique à cette loi imaginaire sévit toujours, hors de toute raison. Les conséquences de cette démission des responsables politiques n'ont fait que s'aggraver, d'autant que le progrès scientifique, continuant sa progression exponentielle, se développait à un rythme jusqu'alors inimaginable. Le XXème siècle vit en effet apparaître l'électricité et le moteur à explosion, le téléphone, le transistor, la télévision, l'avion à hélice, la bombe H, puis le jet super sonique, les vaisseaux spatiaux et les sous-marins nucléaires… Tous nos moyens de production, de transport, d'observation, de calcul, de communication, d'information … et de destruction ont changé. Cet fut une explosion de nouvelles possibilités. Mais leur exploitation sans limite, laissée totalement libre, a conduit à des prodiges en médecine (scanner, IRM, etc.), autant qu'à la prolifération d'armes mortelles, aussi diaboliquement perfectionnées… et d'autant plus mondialement vendues qu'elles restent une des sources les plus sûres de gros profits.

En ce début du siècle suivant, à quoi peut-on s'attendre si les nouvelles inventions en cours, celles des nanotechnologies et de la génétique, de l'imprimante 3D, des drones bombardiers et des voitures sans chauffeur, sont laissées à "la libre entreprise".

Libre de tout détruire ! …

UN ORIGINAL

Au fil des années, notre journal n'a eu que l'embarras du choix pour citer des faits d'actualité qui montraient la nécessité de sortir de cette "fausse route" imposée par l'économie classique et sa loi du marché.

Mais où trouver une autre route, qui soit à la fois sans marché des capitaux, sans marché de la terre et sans marché du travail ?

La Grande Relève avait une boussole : son fondateur, dont l'expérience était un atout majeur. En effet, J. Duboin était économiste de formation ; en remettant en question l'enseignement que la Faculté lui avait inculqué, il savait de quoi il parlait, mais il s'est mis à dos les économistes de son temps.

Au début du siècle, il était parti à l'aventure au Canada, où il avait fondé une société, la " foncière du Manitoba" !

Réformé «pour faiblesse de constitution» (!…) mais engagé volontaire ensuite, il avait vécu le cauchemar de la "guerre de 14", il en était sorti traumatisé, mais il avait vu, aux côtés du Général Estienne que la relève de la cavalerie par les chars d'assaut avait été déterminante dans la victoire finale, il en était resté très impressionné.

L'armée l'ayant affecté comme secrétaire personnel de Clemenceau pendant les "pourparlers" de la Conférence de la Paix à Versailles, puis ayant été choisi par Aristide Briand comme membre de son gouvernement, il avait pu voir de près le comportement des "grands" de ce monde.

Ayant participé à la création d'une petite banque et ayant été secrétaire d'État au Trésor, il avait acquis une expérience peu commune de la finance. Conseiller général de Chamonix, puis élu pour deux mandats successifs député, il avait très souvent bataillé au sein de la Chambre des députés, parfois seul ou presque, contre tous, et il en était sorti sans illusion.

Pour éviter la *fausse route** qu'il avait dénoncée dès le début des années 30, Jacques Duboin écrivit, pendant la seconde guerre mondiale (publier *La Grande Relève* était alors interdit par l'occupant), *Rareté et Abondance*, sorti dès 1944.

Que d'erreurs d'interprétation lui valut ce titre … de la part de gens qui, n'ayant pas lu plus loin, ont pris son auteur pour "l'apôtre de l'abondance", comme s'il soutenait qu'il fallait exploiter sans limite les ressources de la terre !

Alors que c'était le contraire. Son raisonnement était le suivant : l'économie classique et sa loi du marché étaient valables dans l'ère de la rareté pour deux raisons. La première parce que la pénurie étant alors une menace permanente, il fallait mettre tout le monde au travail ● ● ●

pour produire le plus possible. Cet argument n'est plus valable depuis que les moyens modernes nous ont fait entrer dans une *nouvelle ère* où tout est *possible*. Et pour souligner sa différence avec la précédente, il employa le terme d'ère de l'abondance.

La seconde raison est que c'est de la rareté que provient la valeur d'échange, l'entrée dans l'ére de l'abondance entraîne donc la disparition de cette "valeur". La révolution dans nos moyens de production nous mène donc à sortir de l'*économie de l'échange* et entrer dans *l'économie du partage*. Il ne s'agit plus de récolter, chacun pour soi, ce qu'on a semé, puis de chercher quelqu'un pour échanger avantageusement ce qu'on a produit et dont on n'a pas l'usage, contre ce qu'on n'a pas produit et dont on a besoin.

La grande relève permet donc de remettre l'économie à sa place, qui est celle de l'intendance. De se rappeler que le but de l'économie, c'est, évidemment, de produire pour satisfaire les besoins humains, ce n'est pas de faire n'importe quoi et n'importe comment, toujours plus, et toujours inédit.

Les principes de base pour une économie raisonnée, "pensée" pour répondre aux besoins, que Duboin appela par conséquent *économie des besoins*, sont aussi loin du «laisser faire une main invisible», que «obéir aux ordres, sans discuter».

Il s'agit en effet de commencer par recenser les besoins à satisfaire et les moyens d'y parvenir, de réaliser la production en conséquence, et enfin d'assurer la distribution des biens produits.

Besoins et moyens de les satisfaire ne cessant d'évoluer, il ne saurait être question d'adopter des modalités figées et de les présenter comme un programme électoral ou comme un paquet ficelé pour l'éternité, qui serait à prendre ou à laisser.

Quoi de neuf ?

Comment assurer à la fois l'objectivité de l'évaluation des besoins et une grande souplesse d'adaptation intelligente à l'évolution des connaissances et des techniques ?

C'est essentiellement cette double interrogation qui conduisit mon père à creuser cette idée d'économie des besoins, pour voir comment il est possible de la réaliser, quelles conséquences on peut en attaendre.

Au fil de ses nombreuses publications, il ne s'est donc pas contenté de montrer que c'est une chance que le temps du salariat soit révolu, que la coopération est bien préférable à la rivalité (sacralisée aujourd'hui sous le terme de compétitivité), que l'égalité économique n'est pas une incongruité, qu'on ne peut pas affirmer que l'homme est naturellement si méchant et si paresseux qu'il s'empressera de ne plus rien faire s'il est libre de choisir ses activités, etc. Il fut ainsi amené à aborder bien des domaines, dont le plus déterminant, celui celui de l'éducation…

Et il osa affirmer qu'il est possible de partager plus équitablement les richesses et les tâches en garantissant à tous un revenu optimum… à condition qu'on abandonne l'actuelle monnaie de dette !

Quelle audace ! Cette idée fut reçue par bien des haussements d'épaule…

Un rêveur, pas un économiste sérieux !

Remonter un courant dominant n'est jamais facile.

Duboin s'opposait aux parangons de l'économie classique : il contestait leur prétention d'affirmer que leur discipline est une science, donc que leurs thèses sont des lois. La majorité des économistes le dédaignèrent.

En plaidant pour l'abolition du salariat et le revenu garanti, qu'il présentait sous le terme de revenu social, il se heurta, comme jadis les pionniers de l'abolition de l'esclavage, à une croyance solidement entrée dans l'inconscient collectif depuis deux siècles.

Sans doute incomprise, l'idée de partager au lieu d'échanger passa inaperçue.

Il trouva encore moins d'écho en dénonçant le privilège laissé aux banques privées de créer la monnaie… parce que la plupart des gens ne le savaient pas, même parmi les leaders politiques ! Le monde de la finance se sentait donc inébranlable.

Ciel, oser toucher au grisbi !

C'est pourtant à insister sur la question financière que le fondateur de notre journal s'est plus particulièrement attaché dans ses deux derniers livres, *Les yeux ouverts*, qu'il publia en 1955 et *Pourquoi manquons-nous de crédits ?* en 1961.

Il y évoquait l'histoire des monnaies, rappellant les dévaluations successives, inévitables des monnaies métalliques. Il racontait au passage comment le billet de banque est né pour servir de "rallonge" à ces monnaies. Et puis, et surtout, il détaillait précisément, et avec sa clarté habituelle, le mécanisme de la création de la monnaie bancaire.

À cette époque, cette dette privée, qui est gérée dans un milieu tenu particulièrement secret, circulait déjà, mais elle n'était pas encore couramment utilisée.

La dictature de la finance

Alors qu'elle constitue aujourd'hui l'essentiel des moyens de paiement, il faut reconnaître combien il avait raison de dénoncer ce privilège, si généralement ignoré, qui est devenu l'apanage d'entreprises privées.

D'une part parce qu'il ne se justifie pas : il n'y a aucune raison de prétendre que la monnaie, qui est un lien social, est plus convenablement créée par une banque privée qui agit dans son intérêt, mieux que si cette création était confiée à une institution publique, et pas secrète, agissant dans l'intérêt général, et sans doute avec un personnel aussi qualifié (qui pourrait être le même) ?

Et d'autre part, parce qu'il faut être conscient du pouvoir que confère ce privilège : choisir les entreprises auxquelles le crédit est ouvert, c'est décider de l'orientation de l'économie.

Et on prétend que nous sommes en démocratie ?

Attirer l'attention sur cette responsabilité abandonnée par les pouvoirs publics, c'était montrer que l'économie actuelle, que les économistes prétendent libérale, n'est pas du tout dirigée par la main invisible du marché. Qu'elle l'est, en réalité, par les investisseurs, ceux qui ont de l'argent "à placer". Que ce sont donc les entreprises qui "promettent" les meilleurs "retours sur investissement" qui en béficient.

Essayez de solliciter de votre banque quelques millions pour créer une maison de retraite à l'intention de "défavorisés" !

Pour que l'économie soit au service de l'intérêt général, il ne faut donc plus que l'argent puisse faire de l'argent, et que les entreprises soient "alimentées" non pas pour faire gonfler le capital qui leur est confié, mais pour qu'elles produisent de l'utile.

Au delà de la critique, des propositions

Ces conclusions sont à l'origine de ce qui constitue la base de l'organisation de l'économie des besoins : remplacer la monnaie de dette par une monnaie "distributive", celle-ci, gérée par un organisme public, apportant aux entreprises les moyens de produire de façon coopérative, et assurant à tous les citoyens un revenu suffisant pour vivre libres.

Ces propositions ont été des milliers de fois exposées et débattues lors de conférences publiques. Il faut reconnaître qu'elles sont tellement "neuves" qu'il faut du temps pour en percevoir toute la portée. Elles sortent tellement de nos habitudes de penser et de nous comporter que les modalités de leur application soulèvent forcément une foule de questions. Comment diable pourrait fonctionner une monnaie qui ne circule pas ? Comment définir la masse monétaire à créer ? Comment susciter l'innovation ? Pourquoi aller travailler si on est assuré d'un revenu suffisant ? Qui pourra investir pour créer une entreprise ? Et le petit commerce, comment achèter une baguette de pain ? Est-ce qu'on ne peut pas laisser un petit ver dans le fruit pour rémunérer l'épargne en vue de gros achats ? Et les artistes ? Et le sport ? Etc.

Il est évident qu'il faut toujours revenir à ces questions puisque cette organisation n'est pas conçue pour rester figée.

Et si les traders étaient au service de tous ?

Les réponses ont évolué au cours de ces 80 ans, ne serait-ce que parce que les nouvelles connaissances, les nouvelles techniques ont encore ouvert d'immenses possibilités d'application.

Prenons par exemple la mémoire des ordinateurs. Les logiciels des traders enregistrent en continu l'ensemble, absolument inimaginable, des données des marchés financiers du monde entier, ils en déduisent, à la vitesse de la lumière, et en tenant compte d'une quantité de variables, la probabilité de profit de chacune des transactions possibles… et engagent aussitôt la meilleure. C'est ainsi que 70% des transactions sur ces marchés sont faites par ces robots !

La formidable puissance des ordinateurs a donc été, dès son apparition, mise au service de ses profits par la finance internationale. Elle est devenue l'arme de sa dictature sur le monde.

Mis au service de tous dans une économie des besoins, cette mémoire gigantesque des ordinateurs et leur puissance de calcul offrent la possibilité, jusqu'à présent insoupçonnée mais bien là aujourd'hui, d'utiliser à d'autres fins, des logiciels semblables à ceux des traders : enregistrer dans le monde entier toutes les productions possibles, toutes les découvertes, les méthodes et les moyens accessibles, prévoir les récoltes et les productions en apportant en permanence des corrections dues à tous les paramètres qu'on voudra, et puis organiser les transports et la mise à disposition des produits à ceux qui en ont besoin…

Pourquoi faut-il que, parmi l'abondance des applications possibles qu'offre le progrès exponentiel de la science, ce soit celles qui servent à une minorité qui sont exploitées ?

Une autre exponentielle

Car la dictature de la finance a sur le monde des conséquences, qui, elles aussi s'aggravent exponentiellement.

Qu'un crédit bancaire soit créé ou qu'une somme soit placée dans le but de rapporter un ● ● ●

intérêt, dans les deux cas il s'agit d'un capital qui varie selon une loi exponentielle, puisqu'il grossit d'autant plus vite qu'il a atteint une valeur élevée. De sorte que placer ses petites économies permet tout juste à un "petit porteur" de conserver son pouvoir d'achat en compensant l'inflation des prix. Mais quand un Bill Gates peut placer les millions, cette mise fait vite de lui un multimilliardaire.

C'est sur ce mécanisme, cette fois purement mathématique, de l'accumulation proportionnelle au montant du placement qu'est fondé le système capitaliste. Et cette spéculation financière a atteint, malgré les risques, un niveau tellement "profitable" que les entreprises ont maintenant intérêt à jouer à ce "casino" de la finance plutôt qu'investir.

Toute l'économie mondiale en est affectée. Un chiffre donne une idée de la mesure de ce détournement : seulement 2 % des transactions sur les marchés financiers, qui est en moyenne de 4.000 milliards chaque jour, correspondent à des échanges réels de biens ou de services.

Les bulles ainsi générées gonflent jusqu'à éclater: c'est le drame des crises financières.

Les paris faits en Bourse sur le prix des récoltes peuvent affamer des populations entières.

De toutes ces dérives résulte une croissance que rien ne justifie des inégalités de moyens entre les êtres humains. Certains économistes vont jusqu'à les décrire : par exemple l'Américain Joseph Stiglitz ou le Français Thomas Piketty. J'ai gardé en mémoire deux chiffres publiés par le PNUD en 1998 : 358 personnes possédaient alors autant que les 2,3 milliards les plus pauvres. Oxfam vient de les actualiser : en 2014 la fortune de 67 personnes était équivalente au revenu de 3,5 milliards d'humains. L'écart est devenu dix fois plus scandaleux. Quand les "indignés" dénoncent "les 1%", c'est en réalité les 0,000002 % qu'ils désignent.

Comment ne pas voir qu'une telle inégalité mène à la violence ?

Répondre à la violence par la violence des répressions, c'est l'escalade. Mieux vaut chercher comment ne plus en provoquer, même s'il faut pour ça renoncer à bien des idées reçues.

S'ATTAQUER À LA RACINE DU MAL OU EN RÉPARER QUELQUES EFFETS ?

Revenons au fameux personnage inventé par Duboin en 1935. *Kou,* venu étudier la France, rencontre un cultivateur qui lui explique qu'il ne sème pas du blé pour récolter du blé, mais pour en tirer de l'argent ! Kou comprend bien qu'un agriculteur ait besoin d'argent pour vivre, continuer à cultiver la terre et y faire pousser du blé. Mais il est *ahuri* d'apprendre que son revenu suit la variation du prix du blé sur le marché, alors que son travail est le même, quel que soit le prix du blé.

Il était ahuri, mais plein de bon sens. Si les syndicalistes de la FNSEA en avaient autant, ils ne seraient pas en train, une fois de plus, comme en ce 1er juillet où j'écris, de tout saccager sur leur passage pour réclamer des aides de la PAC, ces aides qui ruinent les producteurs des pays dits en développement. Les besoins des agriculteurs n'augmentent pas avec le nombre de boisseaux de blé qu'ils produisent, et ceux des éleveurs ne se mesurent pas au nombre de vaches laitières qu'ils enferment !

Kou montrait que la racine du mal qu'il était venu découvrir, c'est que la quête d'un profit puisse prévaloir sur toute autre considération. Qu'on croit (ou qu'on fasse comme si on croyait) que si vous trouvez un acheteur qui vous permet de tirer profit de ce que vous lui offrez, c'est la preuve que vous êtes utile, que vous avez bien fait, c'est un encouragement à continuer. Alors que c'est faux ! Ce ne serait vrai que sur un marché idéal où les clients potentiels auraient tous les informations nécessaires pour juger votre offre, ne pourraient absolument pas être influencés par la moindre publicité et seraient tous dans les mêmes conditions, c'est-à-dire avaient tous le même pouvoir d'achat. Et c'est très très loin de la réalité. Ce critère du profit est absurde parce que ce marché où il serait valable est une fiction.

Ce rôle ainsi attribué au profit a pourtant d'énormes conséquences. C'est lui qui oblige tout entrepreneur à réduire ses coûts par tous les moyens, à diminer les salaires, à négliger les conditions de travail, la qualité, les risques pour la santé, le respect de l'environnement, bref à augmenter les rendements n'importe comment, pourvu que "ça rapporte". Les délocalisations, l'obsolescence programmée, la débauche de publicité ont cette même origine. Et n'est-ce pas odieux de permettre le "secret professionnel" ? D'admettre que des brevets puissent réserver à quelques uns l'usage d'une foule d'inventions, de procédés, de découvertes, et même de médicaments et de semences, qui, sinon, pourraient être utiles à tous ? La recherche scientifique est détournée vers celle dont on attend des retombées commercialisables et immédiates, tandis que la recherche fondamentale, a priori désintéressée, manque de crédits.

Toute nouveauté n'apporte pas forcément un mieux, alors pourquoi répète-ton que ce serait une "régression" (?) si on cessait d'innover ? N'est-ce pas parce que le plus important est devenu de trouver de "nouveaux créneaux" pour une clientèle solvable, quitte à épuiser les ressources de la planète ? Et comme les techniques modernes permettent de produire ces "nouveautés" sans y employer tout le monde, comment ose-t-on traiter de fainéants ceux qui en sont exclus ?

Et on fait des prières pour que la croissance ralentisse la montée du taux de chômage !

Mieux vaudrait s'apercevoir que le salariat a déjà été transformé, que l'enseignement et la formation sont conçus pour apprendre à se vendre, pas pour exercer et progresser dans une profession, que les emplois qu'on peut considérer comme socialement utiles sont minoritaires et sont les plus mal payés. Travailler dans un lobby pour faire obstacle à toute démocratie est beaucoup plus "estimé" !

En économie des besoins, l'assurance de disposer toute sa vie d'un revenu permet d'abord de poursuivre des études, aussi loin qu'on en a les capacités, de trouver dans quel domaine ses talents personnels peuvent le mieux être développés , les faire reconnaître en les exerçant le mieux possible, dans une ou plusieurs activités, par exemple au sein d'entreprises exercées avec d'autres dans un esprit "collaboratif".

DE LA BOULE DE NEIGE À LA TACHE D'HUILE

Ce projet de société est désigné par différents termes, selon l'aspect sur lequel on veut attirer l'attention : fonctionnement de l'économie, finance, revenus, emploi, société, objectif de l'enseignement, respect de l'environnement, choix des applications des nouvelles technologies, etc. Chacune de ses multiples facettes se prête sans doute à des comparaisons avec telle ou telle proposition dans telle ou telle ligne de pensée, passée ou présente. Ce qui en fait l'intérêt et l'originalité, c'est que c'est une synthèse qui s'est adaptée aux événements de ces 80 années, jusqu'à répondre encore aux préoccupations qui sont propres à notre époque.

Les dégâts entraînés par l'exploitation insensée, irraisonnée, tant de l'activité et de la prodigieuse inventivité humaines que des précieuses richesses offertes par la nature, n'ont, heureusement, pas seulement fait monter la violence. Devenus de plus en plus flagrants, ils ont entraîné, partout dans le monde, des mouvements de contestation, qui pourraient donc suivre, eux aussi, une augmentation exponentielle.

«*L'infini, ça va jusqu'où* ?» demandait Albert Jacquard. Avait-il raison de déclarer dans un entretien pour Paris-Match en 2009 : «*Notre monde court à la catastrophe*» ?

C'est la bonne question : ces protestations qui se multiplient, toutes ces revendications et toutes ces initiatives pour un vrai "changement" qui s'expriment dans chacun des domaines évoqués ci-dessus, apparemment dispersées, vont-elles restées indépendantes, ou bien peut-on espérer qu'elles mènent à une prise de conscience générale, qui va faire tache d'huile ?

Vont-elles converger jusqu'à débarrasser notre espèce de la dictature que la finance impose à son évolution et mettre, avant qu'il soit trop tard, l'économie au service des êtres humains et non plus l'inverse ?

FAISONS LE POINT

C'est cette interrogation qui motive la plupart des réflexions que *La Grande Relève* s'efforce toujours de proposer à ses lecteurs.

Quel est l'état d'avancement vers l'économie des besoins qu'on peut constater ou pas, parmi les économistes, les écologistes, les politiques, les sociologues, les syndicats, etc.

Pour faire ce point, on pourrait suivre un certain ordre logique, commencer par les économistes.

Puis, comme la perspective de la COP 21 échauffe les esprits, il faudrait voir quelles sont les réactions des écologistes au dernier livre de Naomi Klein (cf le fil de jours de J-P Mon dans *GR* 1160) car il montrait clairement combien la poursuite d'un profit capitaliste continue à freiner toute décision commune qui pourrait être appliquée partout et de façon suffisamment efficace…

Et puis beaucoup d'ouvrages récents sur ce qu'est devenue la sociologie du travail méritent qu'on leur prête attention, ainsi qu'aux réflexions autour "du retour des communs"…

Mais l'actualité de la politique incite à souligner la violence du chantage exercé par la Troïka sur la Grèce pour forcer son gouvernement à prendre des mesures contraires aux engagements pour lesquels il a été récemment élu ; tous les mensonges qui ont été diffusés à propos de la dette souveraine ; la façon de présenter Tsipras comme un incapable pour qu'il renonce à consulter le peuple grec par référendum ; et maintenant tous les discours de responsables politiques, de journalistes, de chroniqueurs, de personnalités venues de partout et d'ailleurs pour pousser les Grecs, par la peur, à répondre oui. À l'heure où j'écris, j'entends dire que des sondages ont déjà fait pencher la balance en ce sens. On verra, dans quelques jours si c'est vrai.

Mais quel qu'il soit, ce vote sera lourd de conséquences. Car il est évident que la crainte de tous ces conservateurs, qui ne veulent rien lâcher d'une politique qui a visiblement échoué, est que l'exemple du pays où est née la démocratie soit suivi par d'autres. Il faudrait donc s'intéresser au mouvement Podemos qui a pris de l'importance en Espagne. Parce qu'il manifeste que le discours des élites politiques ne "prend" plus. Il faut comprendre la portée de cette déclaration de Pablo Iglesias : «*nous sommes les 99%, nous ne sommes ni de droite ni de gauche, nous sommes ceux du bas contre ceux d'en haut et nous voulons savoir ce qu'ils répondent à la majorité des citoyens lorsqu'ils disent : il n'y a pas de démocratie parce que les banquiers gouvernent*»…

Nous y reviendrons donc.

Mais en ces temps de désarrois politique et économique, les pages suivantes viennent à propos pour montrer à nos lecteurs que, de partout, se manifestent des analyses qui confortent les nôtres.

Marie-Louise DUBOIN

Voici la traduction, par **Jean-Pierre Mon**, *d'un article de* **MAX SAXER**, *directeur du Bureau Indien de la Fondation politique allemande Friedric-Ebert, intitulé "Shaping The Great Digital Transformation", publié le 12 mai 2015 dans la revue numérique londonienne* ***Social Europe***.

Conduire la grande révolution numérique

Une crise profonde paralyse les sociétés occidentales. L'externalisation dans les économies émergentes des industries manufacturières peu spécialisées a créé un "précariat"[1] exclu de la vie économique, sociale et politique. Dans l'économie numérique, les classes moyennes, déjà sous la pression de salaires réels stagnants, craignent de subir le même sort. De plus en plus de personnes se demandent si la démocratie, dans sa forme actuelle, leur laisse encore quelque espoir ou si elle est en fait une des causes de leur impuissance.

On n'a pas fait grand chose pour mettre fin au casino capitaliste.

Sous la pression des marchés financiers, le *"projet novateur"* d'unification européenne menace maintenant de s'effondrer sous le poids de la politique économique menée par les institutions européennes, qui sont uniquement focalisées sur les mesures d'austérité imposées à des économies déjà affaiblies. Elles ont sapé le projet de contrat social européen. Ce qui n'empêche pas les apôtres du marché pur et dur de continuer à chanter les louanges de la théorie de l'offre, en ignorant délibérément que c'est la faiblesse de la demande globale qui est à l'origine de la crise.

Nos peurs et nos obsessions semblent contredire les manuels d'économie de *l'Homo Economicus*, (l'Être **rationnel** des économistes). Aurions-nous donc établi les piliers de l'ordre moderne – l'État, le marché, la démocratie – sur des hypothèses irréalistes concernant notre nature même ?

Les vieilles certitudes commencent à s'effondrer.

Numérisation, robotisation et intelligence artificielle modifient nos façons de travailler et de vivre. L'ingénierie génétique et les nanotechnologies sont en train de changer ce qui, aujourd'hui, reste encore un être humain.

La révolution des technologies de l'information a montré à quelle vitesse des innovations disruptives peuvent bouleverser des industries entières. La prochaine révolution industrielle naîtra peut-être, une fois encore, dans un garage. Déjà des outils numériques comme les imprimantes 3D nous permettent, d'un seul clic de souris, de fabriquer n'importe quoi, une tasse à café ou un organe vital…

La maison de demain sera un micro-atelier ou une micro-usine, tout comme les média "sociaux" se sont transformés en micro-radio ou en micro-télédiffuseurs.

Les développeurs, les fabricants, les vendeurs et les acheteurs sont d'ores et déjà connectés mondialement par «*l'Internet des objets*»[2].

L'économie politique de la révolution numérique

Ce développement est impulsé par des techno-utopistes qui considèrent la démocratisation des moyens de production comme le plus grand bond "émancipateur" de l'Histoire.

Venant de la Silicon Valley, un *Nouvel Age* du capitalisme éclate dans le monde, prêt à détruire toutes les anciennes structures qui lui font obstacle.

Ces techno-capitalistes sont guidés par une vision radicale, libertarienne[3], de l'accroissement de la puissance de l'homme grâce à la technologie. L'État, et plus généralement toute réglementation, est leur ennemi juré. Les règles, insistent-ils, sont créées uniquement pour renforcer l'économie politique existante, et donc pour étouffer l'innovation technologique et le progrès social.

Les "techno bienfaisants" méprisent eux aussi ce casino cynique qu'est *Wall-Street*, mais partagent la vision mondiale impitoyable de leurs ancêtres : «*évolue ou meurs* ! »

À l'autre extrémité du spectre, les visions du futur sont dominées par de sombres dystopies[4] (= contre utopies). Beaucoup ont compris que l'économie politique de demain serait aussi dominée par les intérêts du pouvoir politique. Google et autres ont montré comment le pouvoir pouvait être concentré, même dans un monde prétendument globalisé.

Avec le scandale de la NSA, on voit combien le vieux contrôle étatique se réveille. Les cyber-attaques constituent déjà des aperçus des guerres de demain.
Le fossé social entre ceux qui maîtrisent les techniques et ceux qui ne les possèdent pas continuera à s'élargir. Et si la numérisation commence à supprimer le travail des classes moyennes, qu'arrivera-t-il aux systèmes démocratiques construits autour de ces classes et soutenus par elles ?
La complexité croissante et l'interdépendance du monde globalisé limite nettement la possibilité des acteurs démocratiques d'influencer les décideurs politiques.
Avec les processus institutionnels de prise de décision restreints par les barrières fiscales, légales et idéologiques, les politiques progressistes sont de plus en plus remplacées par des politiques technocratiques.
Les jours de la République sont-ils comptés ?
Un nouvel empire ploutocratique est-il en train de se mettre en place ?

Comment changer ?

Certains croient que le changement est guidé par la "*main invisible du marché*", oubliant comme par hasard que les révolutions industrielles du passé n'auraient jamais pu se réaliser sans l'injection massive de ressources publiques et sans contraintse.
D'autres veulent simplement que l'innovation technologique suive son cours, comme s'ils ne voyaient pas que son développement va trop souvent de pair avec l'expropriation, l'éviction et l'exploitation.
Tout changement fait des gagnants et des perdants. Les perdants sont quelques fois les vieilles élites dont le statut et les privilèges reposent sur le *statu quo*. Parfois, c'est la classe moyenne établie qui se sent menacée par l'émergence des gagnants du changement.
D'autres croient que le changement rapide des normes sociales met en danger leur identité. Les conflits provoqués par le changement sont souvent formulés en termes culturels, c'est-à-dire sous forme de conflits entre diverses religions, ethnies, races ou genres. Ce n'est donc pas une coïncidence si nous sommes en train d'assister dans le monde développé à la re-émergence du racisme, de l'islamophobie ou de l'homophobie.
Dans un tel environnement culturel, il est facile de fabriquer les boucs émissaires d'une prétendue décadence morale de la société et de profiter de cette indignation pour faire progresser ses intérêts politiques et économiques.
Qui plus est, les blocages politiques qui en résultent sont bénéfiques pour ceux qui ont à perdre dans un nouvel ordre.
En d'autres termes, le changement génère les forces qui lui résistent.
Le nouvel ordre n'émergera donc pas de lui-même mais de l'issue d'une lutte entre projets.

Le rôle historique de la social-démocratie

La dernière "*Grande Transformation*" a été essentiellement forgée par la social-démocratie.
Sur les bases d'un contrat social-démocrate, une architecture complexe d'institutions a été mise en place dans le but de maîtriser le capitalisme pour le bien de la société.
Sans la longue lutte centenaire entre le capital et le travail, ce contrat social complet n'aurait jamais été possible.
Aujourd'hui, la social-démocratie lutte pour mettre en forme la nouvelle grande transformation. Avec la disparition du prolétariat, le mouvement a perdu son "sujet historique". Les organisations de masse social-démocrates, les partis politiques et les syndicats sont essentiellement des créations de la société industrielle centralisée, hiérarchisée et standardisée.
La notion même que nous avons de «*faire de la politique*», consistant essentiellement à établir des standards universels, n'est autre que le reflet du processus industriel de production.
Aujourd'hui, ces normes rigides ne sont plus de mise dans une société plurielle, décentralisée, différenciée, avec ses rythmes divers et ses modes de vie contrastés. Les réponses de la social-démocratie aux défis de l'âge industriel ne satisfont donc plus aux besoins et aux demandes de la société émergente. Par exemple, les systèmes de sécurité sociale conçus pour des emplois bien déterminés pour toute une vie, semblent aujourd'hui mal adaptés aux formes d'emplois hautement flexibles caractéristiques de l'économie post-industrielle. Autrement dit, les vieilles solutions ne sont plus suffisantes pour façonner la *Troisième Révolution Industrielle*.
Qui plus est, abandonné à lui-même, le vieux mouvement ouvrier n'est plus suffisamment fort pour mener la lutte contre le nouvel ordre.
Il faut donc sceller de nouvelles alliances entre toutes les forces progressistes. La difficulté est de construire une plateforme sur laquelle des groupes hétérogènes, ayant souvent des intérêts divergents, pourraient unir leurs forces.
Ce qui implique qu'une coalition basée sur le plus petit dénominateur commun ne peut pas avoir une force politique suffisante pour lutter contre le nouvel ordre.
Dans cette lutte, le changement de discours est un facteur décisif.
Au cours des dernières décennies, les néolibéraux ont camouflé avec succès leur radicalisme de marché en le qualifiant «*d'économiquement raisonnable et rationnel*», ce qui leur a permis de présenter les travailleurs comme les défen-

seurs d'un *statu quo* qui mettrait finalement en danger leur survie économique.

Cet extraordinaire pouvoir de persuasion a non seulement survécu, mais il a aussi permis aux conservateurs de repeindre la crise financière en une crise de l'État-providence et ainsi de mettre en route la prochaine vague d'ajustements structurels sous la bannière de "l'austérité".

Ce qui montre que celui qui saura décrire la transformation numérique aura le pouvoir d'élaborer la trajectoire des politiques à venir pour des années.

Le nouveau combat : contrôler la Révolution Numérique

Il faut pour cela relever trois défis : définir de nouveaux paradigmes politiques, mobiliser une grande coalition sociétale et établir les bases d'un contrat social numérique, c'est-à-dire d'un projet progressiste adapté au nouvel âge.

Pour gagner le combat de la définition des nouveaux paradigmes, il faut une utopie réaliste et un changement de discours.

Pour mettre en place les changements politiques nécessaires à la maîtrise de la transformation numérique, il faut mobiliser une large coalition sociétale.

Et pour établir les fondations du contrat social numérique, il faut parvenir à de nouveaux compromis entre toutes les classes.

Pour mobiliser les masses, il faut leur offrir une nouvelle vision, Vous devez croire au changement (*aux «lendemains qui chantent»*).

Les utopies pratiques ont été une longue tradition de tous les mouvements progressistes, mais le discours *TINA* (= *il n'y a pas d'alternative*) a démodé la pensée utopique.

Il faut prendre conscience qu'aujourd'hui, dans toute l'Europe, l'absence d'alternative de gauche a ouvert la porte au populisme d'extrême-droite. Nous nous lamentons sur la vitesse à laquelle les "*révolutions des fleurs*" se sont désintégrées dès que le «*dragon a été terrassé*», ce qui, malgré les petits progrès qui avaient été effectués, a permis aux forces réactionnaires de revenir.

Pour former et maintenir une grande coalition sociétale, il faut donc une boussole qui indique la voie qui mène à un meilleur futur.

Mais, au moins, un espoir demeure : la recherche d'une alternative au radicalisme du marché a commencé. Sous des titres tels que "*Industrie 4.0*", "*Société à coût marginal nul*" ou "*Nouvelle donne verte*", des visions pratiques de la nouvelle économie sont présentées.

Ces modèles, quelque peu technocratiques, ont en commun leur foi en la technologie. Ils négligent souvent le coût social du changement techno-économique, les inégalités croissantes et l'exclusion.

Les modèles de "*croissance inclusive*"[5] prennent mieux en compte la justice sociale, mais ils ont souvent le défaut de se présenter comme les vieilles politiques de redistribution keynésiennes.

Plus intéressants sont les modèles qui ont pour objet une croissance verte socialement juste et résiliente. C'est sur ce dernier type de modèles que plus de 200 chercheurs asiatiques et européens se sont mis d'accord dans le cadre du projet "*Economie pour demain*" soutenu par la fondation Friedricht-Ebert[6]. (Des modèles assez semblables ont été conçus par le PNUD, l'OCDE et même la Banque mondiale). En Allemagne, l'étude de l'impact de la numérisation sur le monde du travail est débattue au sein du groupe de réflexion "*Arbeit 4.0*".

Des modèles théoriques bruts peuvent être utiles pour orienter les décisions des acteurs politiques qui souhaitent mettre en œuvre des politiques de transformation. Pour faire émerger une réelle volonté politique de changement, il faut mobiliser une large coalition sociétale.

Mais pour que des mouvements sociaux, dont les programmes et les intérêt divergent, puissent unir leur forces, il faut une plateforme commune. À quoi peut ressembler une telle plateforme ?

Les chercheurs de «*l'économie asiatique de demain*» s'inspirent de la notion de «capabilités»[7] proposée par Amartya Sen[8]. C'est un compromis qui identifie les pleines capacités d'être, avec celles de faire ce que les individus ont des raisons d'estimer être à la fois les conditions et les buts du développement.

Cette approche réconcilie les notions libérales et l'idéal de justice sociale marxiste, comme le montrent les travaux de la philosophe Martha Nussbaum[9].

Socialement, ce serait un compromis entre les classes moyennes, qui demandent un ordre social basé sur le mérite, et la majorité de la population, qui espère progresser grâce à l'ascenseur social.

Économiquement ce serait un compromis entre l'innovation et les gains de productivité recherchés par le capital, et l'espoir de la classe ouvrière d'obtenir un travail décent grâce à une meilleure qualification. Dans l'économie de la connaissance du futur, l'approche «capabilités» est le principal facteur de croissance grâce au potentiel créatif, entrepreneurial et organisationnel de chaque individu.

«*Pleine capacité pour tous*» pourrait constituer la plateforme susceptible de fédérer un large spectre de groupes sociaux, allant des ouvriers aux entrepreneurs, des activistes de la société civile aux technocrates, des intellec-

tuels progressistes aux groupes minoritaires.
L'utopie pratique de la «*Bonne Société*» avec les «capabilités» pour tous a besoin d'être plus élaborée pour constituer le nouveau discours opposé à celui des libertariens ou des néo-libéraux capitalistes.
Mais même sous sa forme balbutiante, ce discours permet d'établir des passerelles entre les diverses tribus progressistes et peut aider à mobiliser divers groupes sociaux.
Plus important encore, cette nouvelle architecture permet de rouvrir le débat sur les modèles politiques.
Ce qui constitue le premier pas pour préparer le terrain de la lutte qu'on doit engager pour le changement politique.

Un projet politique pour la société numérique

La mutation numérique fait apparaître un paradoxe troublant : alors qu'elle modifie radicalement nos façons de travailler, de vivre, de penser,… l'essence du Politique reste inchangée.
Alors que les organisations, les institutions, les politiques élaborées pour l'âge industriel sont en train de disparaître, le concept progressiste de Politique en tant que combat antagoniste entre projets de société est plus que jamais à l'ordre du jour.
Ce dont on a besoin ce n'est rien moins qu'un nouveau projet progressiste pour l'âge numérique.
Il est plus que temps pour les "tribus" progressistes de tous bords de redécouvrir l'économie politique et les utopies pratiques, de s'unir et de se préparer à la lutte pour mettre en forme la révolution numérique.
Ce combat fera le monde de demain.

En résumé, la seule façon de maîtriser le conflit du changement est d'établir un contrat social basé sur des compromis incluant toutes les classes.
C'est le noyau de ce nouveau contrat social qui déterminera la "*Bonne Société*".

Références :
1 – Néologisme sociologique qui désigne la nouvelle classe des travailleurs précaires.
2 - L'Internet des objets représente l'extension d'Internet à des choses et à des lieux du monde physique. Par exemple, la connexion de machines à des serveurs capables de les superviser. (Wikipedia).
3 – Ne pas confondre avec Libertaire ou Libéral. Le libertarianisme est une philosophie politique issue du libéralisme prônant, au sein d'un système de propriété et de marché universel, la liberté individuelle en tant que droit naturel. (Wikipedia)
4 – Contraire de l'utopie : la dystopie est une histoire se déroulant dans une société imaginaire difficile ou impossible à vivre, pleine de défauts, et dont le modèle ne doit pas être imité.
Le livre de G. Orwell, *1984*, présente un exemple parfait de dystopie.
5 – Une croissance inclusive = une économie à fort emploi favorisant la cohésion économique, sociale et territoriale.
6 – Fondée en 1925, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est la plus ancienne fondation politique d'Allemagne.
7 - Une "capabilité", ou "capacité", ou "liberté substantielle"[1] est, suivant la définition qu'en propose Amartya Sen, la possibilité effective qu'un individu a de choisir entre diverses combinaisons de fonctionnements ; autrement dit c'est une évaluation de la liberté dont il jouit effectivement.
8 – Prix d'économie 1998 de la Banque de Suède.
9 - Martha Nussbaum est une philosophe américaine qui s'intéresse particulièrement à la philosophie antique, au droit et à l'éthique.

COURRIER DES LECTEURS

ALLOCATION UNIVERSELLE : LA FINLANDE FAIT LE TEST

Philippe Derruder nous a transmis l'information suivante, signée par **Maïder Dechamps** journaliste indépendante, spécialiste des lquestions de société. Elle est extraite de la revue belge *Moustique*, en date du 26 juin dernier :
Le gouvernement finlandais va tenter l'expérience d'un revenu de base versé à chaque citoyen et sans conditions.
Un revenu de base, qui remplace les allocations sociales et s'ajoute au salaire de ceux qui travaillent, versé sans condition à tous les citoyens pour couvrir ses besoins essentiels ? La mesure a pour objectif secondaire de permettre à tous de s'investir dans les projets qu'ils choisissent (soins aux enfants, aux personnages âgées, vie associative, participation citoyenne). L'idée fait encore peur à beaucoup de gens, derrière l'argument "s'ils ne sont pas obligés de travailler, les gens se tourneront les pouces" et "on ne trouvera plus de candidats pour les métiers "difficiles". Pourtant, elle fait partie du programme du nouveau gouvernement finlandais. Une première en Europe après des essais (plutôt concluants) en Amérique du Nord en Asie et en Afrique, notamment. Pour rappel, l'allocation universelle avait été plébiscitée chez nous par le G1000 (http://www.g1000.org/fr/), ce groupe de citoyens tirés au sort pour débattre des priorités pour la société belge. Il est également au programme de Podemos en Espagne et du parti D'66 aux Pays-Bas.
C'est que la population y est largement favorable. Selon un sondage pré-électoral, 79 % des Finlandais soutiendraient ● ● ●

une politique de revenu de base si celui-ci "garantissait le minimum vital, réduisait la bureaucratie et encourageait le travail et l'entrepreneuriat". Les jeunes et les séniors en particulier sont "pour". Mêmes les citoyens les plus aisés ont plébiscité le principe. Les seuls réticents étaient les agriculteurs, avec seulement 15 % d'adhésion. Les candidats aux élections législatives ont surfé sur la vague puisque deux tiers d'entre eux se sont prononcés en faveur d'une telle initiative, notamment les candidats écologistes (99%), ceux de l'Alliance de Gauche (95%) et les centristes (83%). Et c'est peut-être bien en partie parce que l'étude et la mise en test de l'allocation universelle était l'une de ses promesses de campagne que le Parti du Centre a remporté les élections.

Des essais vont donc être menés dans des régions du pays particulièrement touchées par le chômage (et qui comptent environ la même population que la Wallonie). Mais on en est encore aux discussions sur le montant à accorder. L'Alliance de Gauche propose un montant de 620 €/mois, les Verts de 440 €/mois, le député libéral Björn Wahlroos estime qu'il devrait se situer entre 850 et 1.000 €.

Cela dit, selon le Helsinki Times, une somme mensuelle de 1.166 € serait nécessaire pour éradiquer véritablement la pauvreté.

Nos lecteurs l'ont compris : il ne s'agit donc pas de distribution en économie des besoins, mais de REdistribution en monnaie capitaliste, et que son montant ne permet pas d'en vivre.

À suivre de très près !

De qui est-ce ?

Nous ne pensions pas recevoir autant de réponses de nos lecteurs à la devinette que M. B. de Floirac leur posait dans la *GR* de juin. Parmi ces réactions, certaines exprimaient le plaisir d'avoir évoqué une lecture qui était pour eux un bon souvenir, par exemple, B. P. d'Ivry sur Seine s'exclame : «*Chloé, Colin, mais c'est toute ma jeunesse ! Boris Vian, l'Écume des jours, cet extrait, c'est le voyage post-nuptial des héros… Colin se sentait honteux d'être riche… Cette œuvre n'a pas vieilli d'un poil*». Une autre, A.C., de Clamart, nous a envoyé un message pour dire qu'en lisant la *GR* dans le métro, elle croit s'être exclamée à haute voix : «*Mais c'est bien sûr ! C'est Boris Vian ! Mais dans quoi déjà ?*». D'autres ont trouvé qu'il n'est plus possible de poser ce genre de colle : J-F A, de Romans-sur-Isère, a réagi par mel « *Chers amis, ce genre de jeux était valable avant l'arrivée d'internet ! La GR vient à peine d'arriver. Je tape: Chloé, Nicolas, Colin sur le moteur de recherches, et en une fraction de seconde, celui-ci m'indique : "L'écume des jours" de Boris Vian, et en plus, nous en livre une intéressante analyse. Le bon côté de la chose, c'est que nous serons certainement plusieurs à vouloir découvrir ce livre, et je pense qu'il doit se trouver, sur internet encore, pour quelques centimes! Comme disait Reiser, on vit une époque formidable. Je dis plus ça au deuxième degré qu'au premier, malheureusement… Bonne continuation*».

Alors, faut-il compliquer les choses ? Un autre lecteur, S.B., de Vaulx-en-Velin, nous a envoyé un texte qu'il a copié dans une revue à laquelle il est abonné, avec un commentaire dans lequel il précisait que son auteure :«*y tient une chronique souvent drôle, féroce et décapante. Sa dernière de juillet est particulièrement réussie et je vous l'envoie. Tout est dit en quelques lignes et rejoint… ce que l'on peut lire dans la GR*».

Ce texte est reproduit ci-contre. Nous donnerons la référence dans notre prochain numéro, et d'ici là, c'est deux abonnements gratuits d'un an pour des tiers que nous proposerons aux lecteurs qui l'auront trouvée et nous l'auront envoyée.

Légal ou moral ?

Quand le riche, attention, je parle du vrai riche, pas du presque riche, du demi-riche, du simili-riche ou du riche en skaï, je parle du vrai, à peau de requin, sourire de crocodile et serres de prédateurs. Quand il est pris en flagrant délit de vol caractérisé, passe-t-il en comparution immédiate comme le pickpocket du RER ou le vendeur à la sauvette de produits illicites ? Non. Le riche a la classe. Et l'avocat. Il peut glapir que ce qu'il fait est légal. Et c'est vrai. Le butin équivaut à des milliards, assez pour résorber la Dette et le trou de la sécu. Et c'est légal.

Parce que la loi, quand elle s'applique aux riches, est un gruyère par les trous duquel s'évanouit la part des bénéfs qui reviennent à l'escarcelle collective. Légal ne veut pas dire moral. La loi n'a rien à voir ni avec la justice ni avec la morale. La loi est un rapport de force. Certains peuvent la fouler aux pieds impunément, vu qu'elle a été conçue par les mercenaires de ceux qui en profitent. J'ai nommé les gouvernants, même racine que gouvernante, on est clairement dans la domesticité.

Quand les résistants flinguaient les nazis, ce n'était pas légal. Mais c'était moral.

Quand Marie-Louise Giraud fut guillotinée par Pétain en 1943, l'avortement était passible de la peine de mort. Il est aujourd'hui un droit élémentaire et la peine de mort est abolie.

Le braquage permanent de la collectivité par une poignée de bandits de grand chemin est aujourd'hui légal, et justifié, jour après jour, par une armada de grooms médiatiques, autobaptisés experts ou économistes, qui déclinent à perte de vue le «zériznoalternative» de feu Thatcher. On nous vide les poches, on nous bourre le crâne. Vaselinés jusqu'aux amygdales dans les deux sens.

Les détourneurs de patrimoine collectif, si on les pendait par le scrotum jusqu'à ce qu'ils rendent gorge et le pognon par la même occasion, ça serait pas légal, mais serait-ce moral ? C'est la question que je vous pose. Je ramasse les copies dans deux mois. Bonnes vacances.

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner.

S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE

R et S Rio 10 - Mme J. Prime 2 – Mme G. Huard 7 – H. Commenge 7 – Mme C. Balsalobre 27 – Mme J. Tronchet 30 – M. Kolomjar 4 – M. Paradelle 17- R. Labesse 77 - C. Rajain 27 – J. Éveillé 27 – Mme T. Maurice 17 – G. Evrard 7. Total 259 euros ***Merci à tous !***

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . 29 euros.
Régime international, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . . .29,01 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . .29,81 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .30,38 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐ .....

JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS :
.....
.....
.....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Il faut pour celà que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas, afin qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, ce qui sera produit et dans quelles conditions, et l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui lui permette de vivre libre.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier, et la démocratie peut devenir réalité.

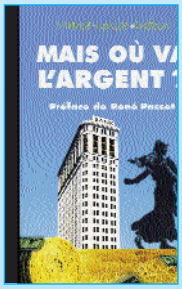
LECTURES POUR APPROFONDIR :

- ***JACQUES DUBOIN***
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***
  Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***
  l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer. (édition du Sextant, 240 pages,13 euros)



- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- *Épuisés sur papier, des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
  le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : Anne-Laure Witschger

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi après midi* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)